

s.C.41.103.3(70)0 - PY/hz

Berne, le 23 juillet 1976.

a/a

Note à Monsieur l'Ambassadeur de ZieglerLe 5ème sommet des non-alignés
et la CCEI*A l'intention de
Monsieur le chef de Département*

Suite à la suspension la semaine dernière des travaux de la CCEI, il ne fait pas de doute que l'avenir de cette conférence, la stratégie à adopter quant à son éventuelle reprise, seront parmi les principaux sujets de discussion du sommet de Colombo. Il n'est d'ailleurs pas totalement exclu que l'imminence de ce sommet ait contribué la semaine dernière à précipiter l'échec de la session de juillet de la CCEI. Une chose en tout cas est certaine: les conditions dans lesquelles le dialogue pourra être repris dépendront dans une large mesure des contacts qui seront pris à Colombo entre les 19 pays en développement participant à la CCEI et le groupe des 77. Il est à craindre que parmi les 77 absents de Paris des pressions s'exercent sur les 19 pour leur imposer des conditions de reprise du dialogue particulièrement dures. 226/lu

Il me paraît dès lors essentiel que la Suisse profite de sa présence à Colombo pour se faire une idée précise des tendances des différents non-alignés et groupes de non-alignés à l'égard de la CCEI. Une meilleure connaissance de ces tendances et des rapports de force complexes qui existent entre les 19 et les 77 et à l'intérieur de ces groupes entre les durs et les moins durs, nous facilitera

- 2 -

considérablement non seulement l'élaboration d'une éventuelle stratégie de reprise du dialogue mais aussi, le cas échéant, la préparation de la négociation de la deuxième phase de la CCEI. A Paris, il a par exemple été intéressant de constater que les plus durs sur la question de la dette, sujet qui a été la cause de la suspension des travaux, n'étaient pas les principaux concernés, c'est-à-dire les Pakistanais et les Indiens, mais les Algériens.

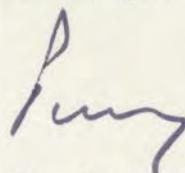
C'est dire que notre délégation à Colombo doit être d'un niveau lui permettant d'avoir les contacts indispensables à son travail d'information et doit avoir les connaissances nécessaires à l'accomplissement de cette tâche. Je vous ferai d'ailleurs parvenir prochainement une description détaillée de la négociation sur la dette à laquelle j'ai participé la semaine dernière à Paris, négociation dont l'échec a été la cause directe de la suspension de la CCEI. Ce compte rendu ainsi que les nombreux rapports de la délégation suisse à la CCEI pourront certainement être utiles à notre délégation à Colombo.

Une dernière remarque s'impose. La tâche de notre délégation à Colombo est une tâche d'information. Il ne peut pas être sa tâche de prendre des initiatives particulières en vue d'une reprise de la CCEI. Les conditions de cette reprise seront abordées durant le mois d'août entre les coprésidences canadienne et vénézuélienne de la CCEI et devront surtout faire l'objet d'intenses consultations entre les huit pays industrialisés participant à cette conférence.

- 3 -

Cela, bien entendu, ne devrait pas empêcher nos délégués d'accepter d'avoir des entretiens sur la CCEI si tel ou tel membre des 19 entreprenait un délégué suisse sur ce sujet. Cela d'ailleurs risque fort de se produire car n'oublions pas qu'avec la Suède, la Suisse sera le seul pays industrialisé participant à la CCEI présent à Colombo! Dans ce cas, sauf évolution d'ici là, la délégation suisse devrait pouvoir s'appuyer notamment sur la "Sprachregelung" élaborée par la Division du commerce et le DPF suite à la suspension de la CCEI.

Service économique et financier



D. de Pury

Copie à :

M. Zwahlen
M. Kaufmann, Division politique II
M. Raeber, Coopération technique
M. Nordmann
M. Kündig